

Depuis le 7 avril, le Réseau européen contre la Privatisation et la Commercialisation de la Santé et de la Protection Sociale continue son action : il cherche à fédérer dans le secteur de la santé les revendications transnationales. Le dernier communiqué en ligne dénonce les effets dévastateurs de la financiarisation du secteur et ses effets mortifères lors de la crise sanitaire. Le réseau prône une réorientation des fonds publics européens pour la constitution d'un service public européen.

Communiqué de presse 10.05.2020 :

[en français;](#)

[en anglais;](#)

[en espagnol.](#)

Le site : <http://europe-health-network.net/spip.php?article293>

Le Réseau européen contre la commercialisation et la privatisation de la santé et de la protection sociale et le People's Health Movement, se félicitent de la convergence de 160 organisations à travers l'Europe à l'occasion de la journée de lutte contre la commercialisation de la santé du 7 avril sur le mot d'ordre « **Propageons la solidarité pas le virus** ».

Des centaines d'expressions individuelles et collectives à travers l'Europe ont mis en évidence, malgré le confinement, l'attachement de la population à un système de santé public ou non lucratif au service des populations. Retrouvez la carte interactive de l'action du 7 avril en suivant le lien ici : bit.ly/Agir4Health

Au-delà ont été exprimées par la population comme par les professionnel.le.s de santé et d'action sociale :

1. Les exigences immédiates de moyens humains et matériels pour lutter contre la pandémie et protéger la santé des populations à l'avenir : recrutement et formation de personnel de santé, dotation urgente et gestion de stocks de matériels nécessaires pour faire face aux situations de crise.
2. Le rejet des politiques d'austérité et de la marchandisation croissante, qui ont conduit au démantèlement systématique des systèmes de santé publique en Europe, aux carences en personnel qualifié pour la santé, les maisons de retraites et le secteur social.
3. La nécessité de développer et de produire des traitements et du matériel de protection dans l'intérêt de la santé publique, et non pour favoriser les profits de l'industrie. Des médicaments, du matériel de protection et des vaccins efficaces et sûrs pour la prévention et le traitement du Covid-19 doivent être mis gratuitement à la disposition des personnes, quel que soit leur lieu de résidence, sans frais supplémentaires, et payé par les systèmes nationaux de santé à des prix équitables.

Une fois la pandémie terminée, la lutte pour "la santé pour tou.te.s" se poursuivra. L'idée de la santé pour tou.te.s englobe non seulement une vision de soins de santé complets accessibles à tou.te.s de manière égale, mais aussi l'idée d'un monde fondé sur l'harmonie, l'équité et la solidarité. C'est pourquoi nous rejetons en bloc le modèle économique actuel de l'Union européenne qui repose sur l'austérité et non la solidarité.

Nous exigeons une réorientation radicale des fonds publics en faveur de la satisfaction des droits fondamentaux de la population que sont l'emploi, le salaire décent, le logement, l'éducation, l'énergie, l'alimentation et l'eau.

Pour y parvenir, confinions la finance. Nous devons nous éloigner des politiques fiscales brutales

telles que celles que nous avons connues lors de la crise précédente. Les 750 milliards d'euros de la Banque Centrale Européenne (BCE) ne doivent pas être utilisés pour alimenter les marchés financiers mais pour financer les besoins sociaux et écologiques des populations, axées sur la protection et l'amélioration du bien-être physique, mental et social de tou.te.s. L'évasion fiscale doit être combattue et lourdement sanctionnée.

Au lieu de systèmes sociaux asservis à la logique du marché et à une concurrence incontrôlée, nous devons mener une transition vers un monde socialement juste et écologiquement responsable. La détermination des besoins et l'organisation des systèmes de soins doit être sous contrôle démocratique direct de comités citoyens, coordonnés à tous les échelons de la société.

C'est pourquoi nous demandons instamment aux États européens d'adopter une stratégie plus soutenue pour négocier les prix des médicaments, matériels médicaux et des vaccins. Si l'industrie pharmaceutique persiste à fixer des prix indûment élevés, les droits de brevet doivent être révoqués. De même, l'état des stocks et de la production de médicaments et de matériels médicaux doivent être sous le contrôle des pouvoirs publics, en cas de rupture de fabrication ou de fourniture les brevets doivent être révoqués. De plus, nous demandons l'allocation des fonds nécessaires à la recherche pharmacologique publique et indépendante. Il est important dans un avenir proche de mettre en place une stratégie pour aller vers un espace public européen coordonné et socialisé de recherche et de production de nouveaux médicaments.

Enfin, nous devons soutenir et assurer le succès de la mobilisation des travailleurs de la santé et des autres travailleurs essentiels qui, au cours des derniers mois, ont travaillé sans relâche pour protéger notre santé et notre vie face à une protection personnelle insuffisante et, très souvent, à des horaires de travail inhumains.

C'est pourquoi le Réseau européen, People's Health Movement et les autres signataires de ce communiqué, appellent d'ores et déjà à la réalisation de convergences locales, nationales et internationales pour construire « le jour d'après » au travers de plateformes les plus unitaires possibles, de revendications communes qui rompent avec les recettes libérales du passé.

Nous proposons à l'ensemble du mouvement social de fixer une date en front commun au courant du mois de septembre 2020 comme première initiative internationale d'expression revendicative.

LUTTONS ENSEMBLE POUR UN SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIC UNIVERSEL FORT, CAPABLE DE FAIRE FACE AUX CRISES SANITAIRES D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

At the initiative of / A l'initiative du / Op initiatief van / Por iniciativa de / Su iniziativa di

European Network against the Privatization and Commercialization of Health and Social Protection / Réseau européen contre la Privatisation et la Commercialisation de la Santé et de la Protection Sociale / Europees Netwerk tegen de privatisering en commercialisering van gezondheid en sociale bescherming / Red Europea contra la Privatización y Comercialización de la Salud y la Protección Social / Rete Europea contro la frivatizzazione e la commercializzazione della salute e della protezione sociale

<http://europe-health-network.net/> - +32499 42 44 48 - europeanhealthnetwork@gmail.com

People's Health Movement
<https://phmovement.org/> - ana@phmovement.org

And the first co-signatories / Et les premiers co-signataires / en de eerste ondertekenaars / Y los

primeros firmantes / E i primi cofirmatari (dd. 10.05.2020)

1. Actieplatform gezondheid en solidariteit – Plate-forme d’action santé et Solidarité (Belgium)
2. Actrices et les acteurs des temps présents (Belgium)
3. ADIF INFOR-FEMMES (Belgium)
4. AIEA – Associazione italiana esposti amianto (Italy)
5. Aînés du cdH (Belgium)
6. AKTINA (Belgium)
7. Algemene Centrale ABVV – Centrale Générale FGTV (Belgium)
8. Alter Summit (Europe)
9. APK – Автономна Работническа Конфедерация – Confédération autonome des travailleurs (Bulgaria)
10. Artsen Zonder Vakantie / Médecins Sans Vacances (Belgium)
11. Asociación Canaria de Neuropsiquiatría y Salud Mental (Spain)
12. Asociación en Defensa de la Sanidad Pública de Aragón ADSPA (Spain)
13. Attac Bruxelles 2 (Belgium)
14. Attac Germany – working group social security systems (Germany)
15. Attac Lille (France)
16. BAPN – Belgian Anti-poverty Network (Belgium)
17. СБМС – Синдикат на Български Медицински Специалисти – Syndicat des Spécialistes de Santé Bulgares (Мая Илиева (Bulgaria)
18. CAS Madrid (Coordinadora Antiprivatización de la Sanidad de Madrid) (Spain)
19. CBCS – Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique (Belgium)
20. Centre for Research & Education in Public Health, Health Policy and Primary Health Care [CEHP (Greece)
21. Centro di Salute internazionale e interculturale (CSI) – APS (Italy)
22. Centrum Algemeen Welzijnswerk – CAW Groep (Belgium)
23. CEO – Corporate Europe Observatory (Europe)
24. CETRI – Centre tricontinental (Belgium)
25. CGSP-ACOD Centrale Générale des Services Publics – Algemene Centrale der Openbare Diensten (Belgium)
26. CGT Sanidad Sector II, Aragón (Spain)
27. CNE – Centrale Nationale des Employés (Belgium)
28. Collectif Alpha (Belgium)
29. Collectif Inter Urgences (France)
30. Comitato difesa sanità pubblica Milano-sud ovest (Italy)
31. Confederación de Asociaciones Vecinales de Aragón (Spain)
32. Confédération des Seniors Socialistes (Belgium)
33. Confederación General del Trabajo – CGT (Spain)
34. Coordinadora Valenciana por la Defensa del Sistema Publico de Pensiones (Spain)
35. Coordinadora Estatal de Mareas Blancas (Spain)
36. Coordinamento toscano diritto alla salute (Italy)
37. CSC Services Publics (Belgium)
38. Cultures et Santé (Belgium)
39. Derechos Humanos Madrid (Spain)
40. DMD, Asociación Derecho a Morir Dignamente (Spain)
41. Espacio Comun 15M 2015m (Spain)
42. Federacion De Asociaciones Para La Defensa De La Sanidad Publica (Spain)
43. Fédération des Maisons Médicales (Belgium)
44. Fédération laïque de centres de planning familial – FLCPF (Belgium)
45. Fédération SUD Santé-Sociaux (France)

46. Femmes Prévoyantes Socialistes - FPS (Belgium)
47. Filef NE (Belgium)
48. Finance Watch (Belgium)
49. Foro Movimientos Sociales (Spain)
50. Forum per il Diritto alla Salute (Italy)
51. FRAVM, Federacion Regional Asociaciones de Vecios (Spain)
52. Global Health Advocates (France-Belgium)
53. International Association of Health Policy in Europe [IAHPE] (Greece)
54. La Santé en Lutte / De Zorg in Actie (Belgium)
55. La Rue (Belgium)
56. Lama (Belgium)
57. LEF-FGE Links Ecologisch Forum-Forum Gauche Ecologique (Belgium)
58. Le Monde selon les femmes (Belgium)
59. Lire et Ecrire Bruxelles (Belgium)
60. LUSS - La Ligue des Usagers des Services de Santé (Belgium)
61. Maison Médicale Santé Plurielle (Belgium)
62. MATS - Movimiento Asambleario de Trabajador@s de Sanidad (Spain)
63. Medicina Democratica onlus (Italy)
64. Medicina Rural (Spain)
65. Medecine pour le Peuple - Geneeskunde voor het Volk (Belgium)
66. Medecins du Monde - Dokters van de Wereld (Belgium)
67. Médicament bien commun (France)
68. Medico international (Germany)
69. Mesa en Def. de la Sanidad Pública de Madrid, MEDSAP - Marea Blanca (Spain)
70. MOC Mouvement Ouvrier Chretien (Belgium)
71. Organización Coordinadora Estatal Pensiones (Spain)
72. O'YES (Organization for Youth Education and Sexuality) (Belgium)
73. Periferia (Belgium)
74. PHM People's Health Movement UK (United Kingdom)
75. Plataforma de Hepatitis C - PLAFHC (Spain)
76. Plataforma Sanidad Pública Zona N, San Sebastián de los Reyes, Madrid, Belén Ochoa (Spain)
77. Plataforma Social en Defensa de la Sanidad Pública de León (Spain)
78. PROGRESS Lawyers Network (Belgium)
79. Réseau Santé Diabète - Bxl (Belgium)
80. Réseau syndical international de solidarité et de luttes (Europe)
81. Rete per il diritto alla salute di Milano e Lombardia (Italy)
82. SEAUS, Sociedad Espanola de Atencion al Usuario de la Sanidad (Spain)
83. SETCa-BBTK Syndicat des employés, techniciens et cadres - Bond van Bedienden, Technici en Kaderleden (Belgium)
84. Society for International Development - SID (Italy)
85. Solidaires 09 (France)
86. Solidaris (Belgium)
87. Union Syndicale de la Psychiatrie (France)
88. Union Syndicale Solidaires (France)
89. Viva Salud (Belgium)
90. Intersindical Valenciana (Spain)
91. FEDITO BXL (Belgium)
92. Policies for Equitable Access to Health - PEAH (Italy)